

DECLARATION FSU CTSD carte scolaire du 7 avril 2020



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

En cette situation de crise sanitaire inédite, l'importance de services publics solides s'est révélée aux yeux de tous. Ceux-là mêmes qui sont restés sourds aux cris d'alarme des hôpitaux glorifient aujourd'hui l'engagement de leurs personnels. Car ce sont bien les fonctionnaires qui aujourd'hui maintiennent et assurent le fonctionnement du pays y compris les professeurs et ce, avec les moyens du bord car nous n'étions pas préparés à cette crise.

Alors, une fois le confinement passé, il ne suffira pas de remercier chaleureusement les personnels pour leur engagement et tout reprendre comme avant. Il serait incompréhensible de continuer les politiques d'austérité budgétaire aboutissant à la situation de tension extrême que nous connaissons actuellement –entre autre - dans les hôpitaux.

Les enseignant.es s'engagent partout pour maintenir une activité scolaire, un lien avec les familles et font preuve de solidarité en s'investissant nombreux et nombreuses dans le soutien aux personnels soignants. L'État doit répondre à ses obligations et veiller à ce que partout où sont accueillis les enfants des personnels soignants, du matériel sanitaire en nombre suffisant soit mis à disposition pour les volontaires. De même les locaux doivent être régulièrement nettoyés et désinfectés et l'Etat employeur doit en avoir connaissance.

Dans ce cadre, les personnels ne bénéficiant pas des protections et du matériel nécessaire, non fournis par l'employeur, doivent pouvoir saisir le CHSCT. Le SNUipp-FSU appelle l'ensemble des personnels volontaires à remplir systématiquement des fiches de santé et sécurité au travail et continuera à exiger une véritable médecine de prévention.

Les consignes gouvernementales demandant expressément de rester confiné.es et de télé-travailler valent aussi à l'Education nationale.

La tenue de permanences et la distribution ou l'échange de documents, contrevenant à la période de confinement sanitaire, représentent une mise en danger des familles, des enseignant.es et de leurs proches.

Aucun personnel, aucune famille ne peuvent être sommés de déroger au confinement, sauf absolue nécessité comme les personnels volontaires qui assurent dans les écoles l'accueil des enfants de soignant.es et bientôt, des enfants de gendarmes, de policiers... De nouvelles solidarités vers les salarié.es qui exercent des missions indispensables -santé, distribution, services publics, maintien de l'ordre...- ne peuvent s'envisager et se construire que dans un cadre protégé tant en termes de risques encourus que de droit du travail.

Les enseignants continuent d'assurer le lien avec les familles. Au-delà de leur rôle éducatif, ils prennent des nouvelles de la famille, des enfants et assurent ainsi un contact social dont le confinement nous prive aujourd'hui.

Mais peut-on décemment parler de continuité pédagogique ? Enseigner est un métier, il ne peut être délégué aux familles, l'apprentissage se fait à l'école dans un cadre collectif. Sinon cela creuse encore davantage les inégalités.

L'annonce de « soutien scolaire » en « visioconférences ou en audioconférences » proposé pendant les vacances de printemps ne permettra pas de résorber ces inégalités, bien au contraire. Comment croire qu'en mettant en place un stage de quelques jours on pourra rattraper le retard avec des élèves laissés de côté justement parce que le matériel numérique leur fait défaut ?

Dans ce contexte où les professeurs se démènent pour trouver les médias les plus adaptés à conserver le lien avec les élèves dans le respect des règles de confinement, le ministère ne doit pas exercer de pression et respecter la liberté pédagogique. Le SNUipp-FSU appelle les collègues à ne pas remplir les enquêtes mais les invitera à remonter leurs besoins si nécessaire.

L'objet de ce CTSD en audioconférence est de préparer la rentrée prochaine. Nous regrettons la précipitation avec laquelle l'administration a voulu maintenir cette instance, sans possibilité de débat.

Pour le SNUipp-FSU, cette rentrée doit se dérouler dans la plus grande sérénité. Il demande à ce qu'aucune des fermetures prévues ne soit actée et que des ouvertures se fassent là où cela est nécessaire. Les propos du ministre du 27 mars demandant de limiter le nombre de fermetures en milieu rural et urbain ne suffiront pas !

Nous espérons que l'annonce d'une dotation complémentaire sera à la hauteur de la situation et que grâce à celle-ci, le département des Vosges ne subira aucune fermeture et que des ouvertures auront lieu. Les écoles, en milieu urbain et ne bénéficiant pas des mesures liées à l'éducation prioritaire notamment, doivent bénéficier des ouvertures leur permettant d'assurer une rentrée sereine dans toutes les classes.

Malgré les efforts des enseignants, des élèves n'auront pu maintenir une activité scolaire suffisante et c'est à l'issue du confinement que nous aurons besoin de toutes nos forces vives : RASED, Maîtres supplémentaires, remplaçants, psychologues... qui doivent être maintenus ou restaurés.

Au-delà du contexte, il nous faut alerter dès à présent sur les dérives possibles que pourrait connaître l'Éducation Nationale : intrusion d'organismes privés et des GAFAM, transformation du métier avec un investissement dans le numérique pour envisager la classe virtuelle, au lieu d'équiper correctement toutes les écoles. L'administration doit se doter de ses outils numériques propres, à défaut elle doit s'engager via une charte prônant l'utilisation de logiciels libres.

Enfin, les urgences actuelles ne doivent pas nous faire oublier le projet rétrograde de réforme des retraites auquel la FSU continue de s'opposer pour une retraite plus juste et égalitaire.